ifce | ofce

Prévisions d'octobre 2026

Coup de chaud sur l'économie française

Perspectives 2026-2027 pour l'économie française

Mathieu Plane, *OFCE, DAP, dir. adj.*
Elliot Aurissergues, *OFCE, DAP*
Clémence Briodeau, *OFCE, DAP*
Sandra Daudignon, *OFCE, DAP*
Magali Dauvin, *OFCE, DAP*
Eric Heyer, *OFCE, DAP, dir.*
Pierre Madec, *OFCE, DAP*
Raul Sampognaro, *OFCE, DAP*

Version en ligne de la prévision : www.ofce.fr/prev/prev2609

Dans cette prévision :

France

Contexte macroéconomique
Cadrage et prévision
Emploi
Ménages
Entreprises
Finances publiques
Commerce extérieur

International

Synthèse internationale
Politique monétaire
Finances publiques
Inflation
Marché du travail
Commerce international

Analyses Pays

Allemagne
Espagne
Royaume-Uni
États-Unis
Chine
Asie (hors Chine)

Etudes spéciales

Ajustement budgétaire 2026-2032

Comptes Pays

Allemagne
Espagne
France
Italie
Royaume-Uni
États-Unis

Présentation

Conférence de Presse

SciencesPo

Veuillez citer ce travail comme suit :

Mathieu Plane, Elliot Aurissergues, Clémence Briodeau, Sandra Daudignon, Magali Dauvin, Eric Heyer, Pierre Madec & Raul Sampognaro (2026). « Coup de chaud sur l'économie française », *Prévisions d'octobre 2026, IFE|OFCE*.

Première publication : 14 octobre 2026
Dernière modification : 16 novembre 2026

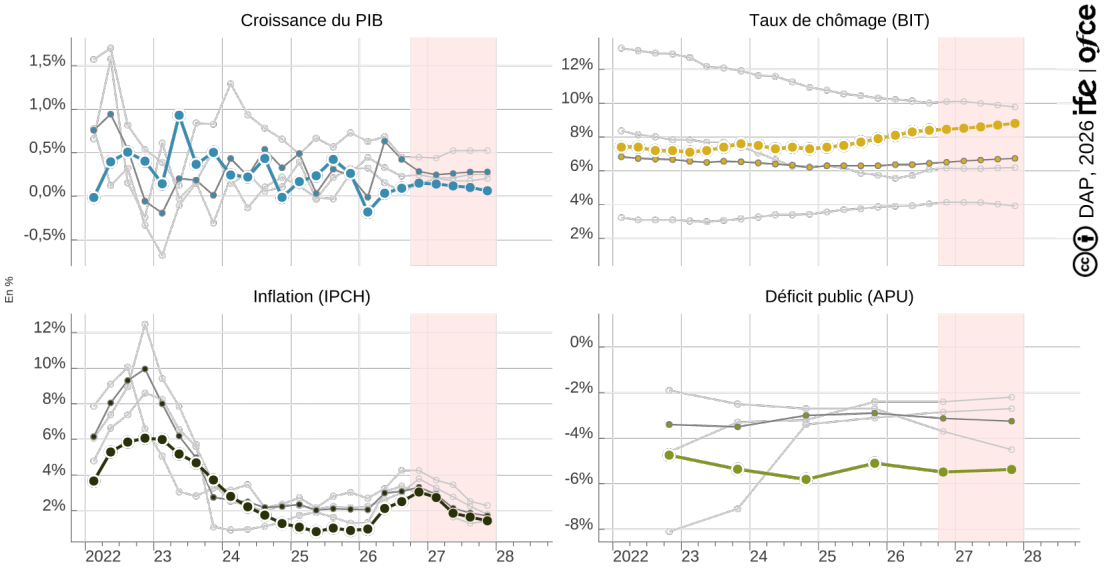
Contact
Institut Français d'économie
10 place de Catalogne
75014 Paris, FRANCE
Tel : +33 1 44 18 54 24
https://www.ofce.fr

Coup de chaud sur l'économie française

Perspectives 2026-2027 pour l'économie française

Mathieu Plane, Elliot Aurissergues, Clémence Briodeau, Sandra Daudignon, Magali Dauvin, Eric Heyer, Pierre Madec & Raul Sampognaro

Graphique 1 : France, principaux indicateurs économiques



Note : La zone euro est en gris foncé.
Sources : INSEE, Eurostat, prévision IFE-OFCE octobre 2026.

La France a connu en 2025 une croissance du PIB inférieure au potentiel (0,9 %) mais son économie a relativement bien résisté, malgré un haut niveau d'incertitude,

affichant une croissance légèrement inférieure à la moyenne de la zone euro (1,3 %), mais supérieure à ses voisins allemands et italiens. Mais en 2026, avec une hausse de l'activité de 0,4 % en moyenne en 2026 (0,1 % en glissement annuel en fin d'année), la France connait un véritable décrochage par rapport à la croissance de ses voisins européens (1,1 % en moyenne dans la zone euro), marqué à la fois par la forte hausse des prix des hydrocarbures, l'impact économique des canicules successives, les efforts budgétaires et les incertitudes. En 2027, la croissance de la France serait de 0,5 %, soit un rythme inférieur à celle de la zone (1,2 %) pour la troisième année consécutive. Ce scénario suppose un retour au niveau d'avant février 2026, des prix sur les marchés internationaux. Il intègre également la consolidation budgétaire inscrite dans le Projet de Loi de Finances 2027 (PLF 2027), et donc respecte les règles européennes, avec un de 1,2 point de PIB et une impulsion primaire de −0,8 point. Nous supposons que le taux long sur les obligations publiques de la France se maintiendrait à 4,5 % sur toute la période de prévision et que l'incertitude liée à la politique économique nationale resterait à son niveau actuel, sans nouvelles tensions.

Notre prévision est entourée d'aléas, à la hausse comme à la baisse. Les principaux portent sur l'évolution du conflit en Iran et ses effets sur les prix de l'énergie, les choix budgétaires en France pour 2027 et l'évolution des taux de la dette française.

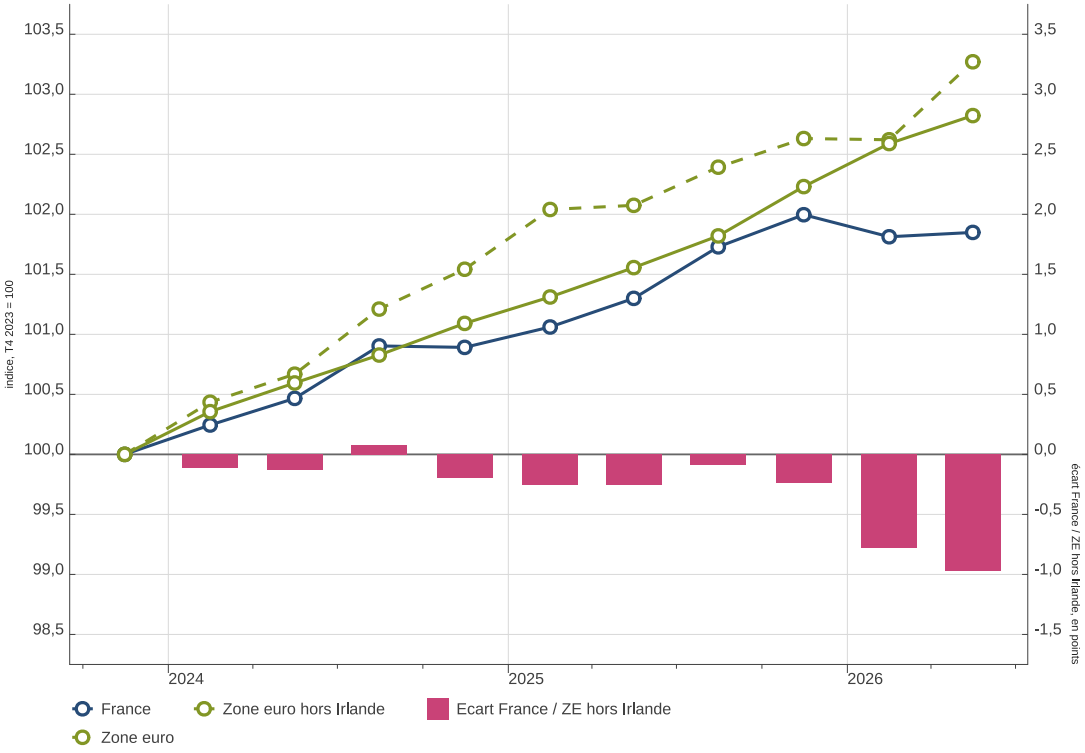
0.1 2026 : le véritable début du décrochage français ?

Le 1er semestre 2026 marque un véritable coup d'arrêt à la croissance française, alors même qu'elle se situait jusqu'à fin 2025 dans une dynamique relativement proche de la moyenne de la zone euro.

En effet, le PIB de la France se situe, au 2e trimestre 2026, 6,4 % au-dessus de son niveau pré-Covid (fin 2019), soit une performance identique à la zone euro hors Irlande[1]. Si l'on s'intéresse aux dynamiques plus récentes, depuis la fin 2023, ce qui correspond à la sortie de la 1ère crise énergétique, le PIB de la France a évolué à un rythme relativement proche de celui de la Zone euro hors Irlande, jusqu' à la fin 2025. Certes, il y a eu un premier léger décrochage après la dissolution, visible à partir du 4ème trimestre 2024, mais celui-ci ne s'est pas amplifié au cours de l'année 2025. Mais la performance de la France au premier semestre 2026 montre un second décrochage net de la France. Le PIB français a reculé de −0,2 % au 1er semestre, soit la plus mauvaise performance des pays européens, alors que le PIB agrégé de la zone euro hors Irlande a crû de 0,6 % (graphique 2). Si les comptes ne sont pas définitifs et peuvent être amenés à être révisés, cette perte relative de 0,8 point de PIB en un semestre est cependant conséquente et nécessite d'en comprendre les raisons.

[1]Le PIB de l'Irlande ne mesure pas toujours l'activité réellement produite dans le pays en raison des mécanismes de transferts opérés par les multinationales implantées sur l'île. Pour cette raison, les chiffres de croissance irlandais ont tendance à biaiser la moyenne de la zone euro.

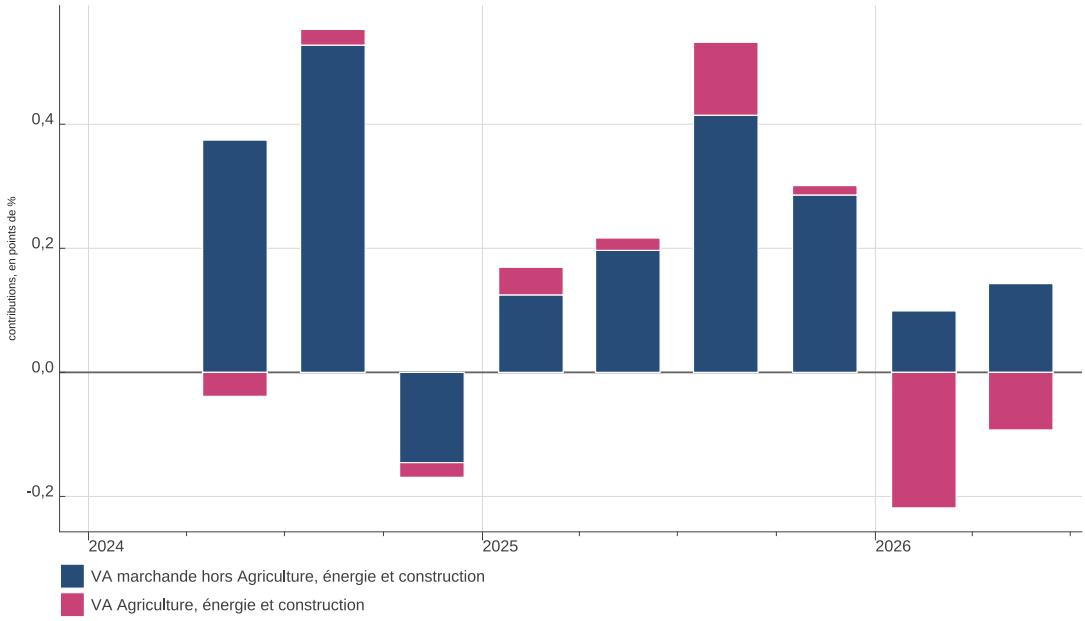
Graphique 2 : Evolution du PIB de la France et de celui de la zone euro (indice 100 au T4 2023)



Sources : Insee, Eurostat, calculs IFE-OFCE.

Tout d'abord, des facteurs sectoriels ont pénalisé la croissance du PIB de la France en pesant sur la valeur ajoutée de l'agriculture, de l'énergie et de la construction sous l'effet d'évènements spécifiques, que ce soit les épisodes caniculaires ou le blocage politique en début d'année avec la loi spéciale. En effet ces trois secteurs qui représentent seulement 8 % du PIB ont amputé la croissance de la valeur ajoutée marchande de −0,3 point au 1er semestre (graphique 3).

Graphique 3 : Décomposition de la croissance de la valeur ajoutée marchande totale

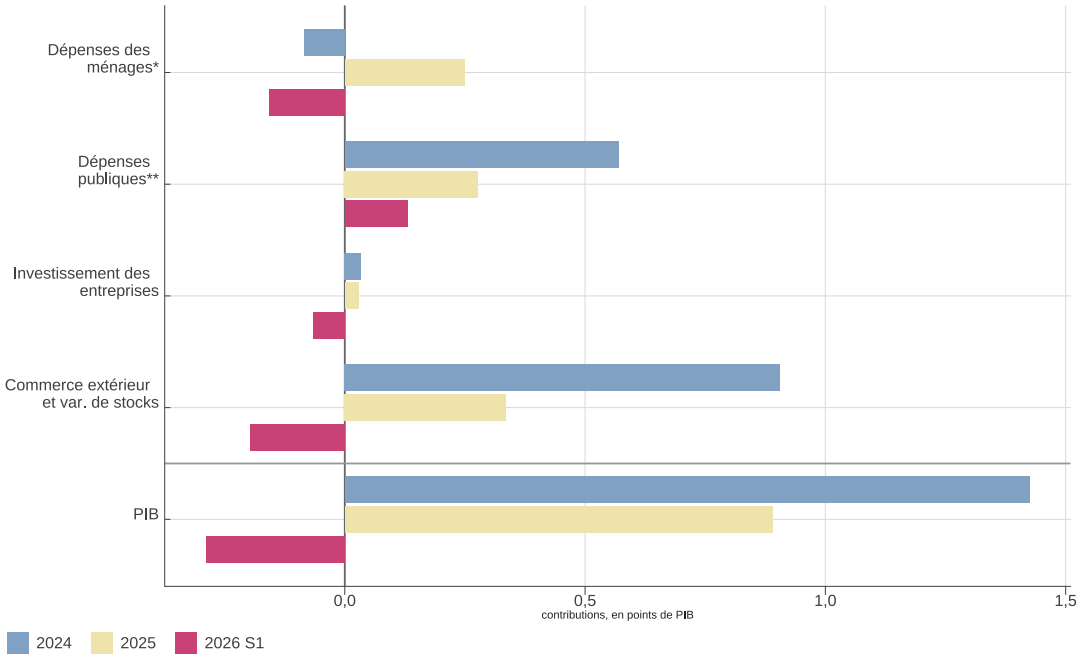


Note : Contributions à la croissance trimestrielle de la valeur ajoutée marchande, en points de pourcentage.
Sources : Insee, calculs IFE-OFCE.

Le ralentissement économique ne se réduit pas à ces seuls effets sectoriels qui ont pu perturber temporairement l'offre productive. Toutes les composantes de la demande privée se contractent au 1er semestre 2026, qu'ils s'agissent des dépenses de ménages ou l'investissement des entreprises (graphique 4). Quant au commerce extérieur, auquel on ajoute les variations de stocks[2], il contribue également négativement à la croissance au 1er semestre alors qu'il a été un facteur particulièrement dynamique en 2024 et 2025, étant le principal contributeur à la croissance française ces deux dernières années (voir partie Commerce extérieur). Enfin, bien qu'en ralentissement, la dépense publique est le seul levier de croissance au 1er semestre 2026.

[2]Le commerce extérieur et les variations de stocks sont analysés conjointement, car une partie des importations peut être destinée à la constitution de stocks plutôt qu'à la demande finale. A l'inverse, une partie des exportations proviennent du destockage, notamment pour les livraisons d'avions ou de navires. Leur analyse conjointe permet donc de neutraliser en partie ces effets comptables et de mieux apprécier leur contribution globale à la croissance.

Graphique 4 : Contribution des composantes du PIB à la croissance



Note : * Dépenses des ménages = consommation et FBCF des ménages (y compris ISBLSM). ** Dépenses publiques = consommation et FBCF des APU. 2026 S1 : évolution entre le T4 2025 et le T2 2026, en rythme annuel, hors effet d'acquis.
Sources : Insee, calculs IFE-OFCE.

1 La température grimpe vite sur les taux français…

Les taux sur les obligations assimilables au trésor (OAT) ont grimpé en flèche depuis la fin février 2026, passant de 3,3 % à 4,9 % début octobre 2026, soit une hausse de 1,6 point.

Cette hausse spectaculaire est d'abord la résultante d'une hausse commune des taux longs dans le monde en sept mois (+1,3 point aux Etats-Unis et en Italie, +1,1 point au Royaume-Uni, +1 point au Japon et en Espagne et +0,8 point en Allemagne) avec deux gros facteurs. Le premier est la hausse massive des besoins de financements publics dans les grands pays de l'OCDE, et, bien que dans une moindre mesure, l'augmentation des besoins de financement privé pour développer les infrastructures liées à l'IA, notamment aux Etats-Unis. Le second est lié à la remontée de l'inflation et des taux directeurs des banques centrales, suite à la reprise des tensions dans le Détroit d'Ormuz avec la hausse marquée du prix des hyrdrocarbures.

Sur les 1,6 point de hausse des taux longs publics français entre fin février et début octobre, on peut considérer qu'environ 60 % sont liés à un facteur commun et donc qu'un tiers est lié à un facteur propre à la France. La hausse spectaculaire du *spread* sur les OAT françaises à 10 ans (vis à vis du *Bund* allemand à 10 ans) marque un épisode singulier. Alors qu'il se situait à moins de 0,6 point fin février, soit un niveau relativement proche d'avant dissolution, il a commencé à augmenter avec le déclenchement de la guerre en Iran et la hausse des prix de l'énergie mais aussi avec l'annonce par la BCE d'un mouvement à venir de hausse des taux (graphique 5). Mais il y a un véritable emballement sur les taux français depuis début septembre. En l'espace de

moins d'un mois, le *spread* s'est accru d'environ 0,6 point, accentuant la pression sur le gouvernement pour adopter un budget permettant une réduction significative du déficit en 2027. La présentation du budget pour 2027 par le Premier ministre, avec un objectif ambitieux de réduction du déficit structurel primaire, supérieur aux recommandations du Conseil Européen, ne semble pas avoir eu d'impact pour atténuer cet emballement. Cet emballement de marché est d'autant plus marquant qu'il ne repose pas sur des fondamentaux macroéconomiques clairs. D'ailleurs, l'agence de notation Fitch a confirmé fin août, avant l'épisode de forte hausse du *spread*, le maintien du A+ de la dette française. La hausse du *spread* repose avant tout sur un risque politique élevé, avec le risque de censure du budget et une élection présidentielle sous haute tension, portant atteinte à la crédibilité budgétaire de la France, que sur une dégradation profonde des fondamentaux de la France.

Graphique 5 : Spread entre l'OAT à 10 ans de la France et le Bund à 10 ans de l'Allemagne

Note : 1 : Annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale ; 2 : Censure du budget Barnier ; 3 : Adoption de la loi de finances pour 2025 ; 4 : F. Bayrou annonce un vote de confiance de l'Assemblée ; 5 : Démission surprise de S. Lecornu ; 6 : Adoption de la loi de finances pour 2026 ; 7 : Déclenchement de la guerre en Iran ; 8 : La BCE annonce une hausse à venir de ses taux ; 9 : Retour des tensions au Moyen-Orient, craintes sur l'objectif de déficit et révision de croissance par le gouvernement ; 10 : Annonce d'un effort budgétaire de 54 Md€ pour 2027 par S. Lecornu ; 11 : Présentation officielle du PLF 2027.
Sources : Investing.com, calculs IFE-OFCE.

2 …malgré une balance courante proche de l'équilibre

Pour compléter l'analyse sur la dynamique des taux avec l'évolution financière des différents agents économiques, il ressort trois grands éléments.

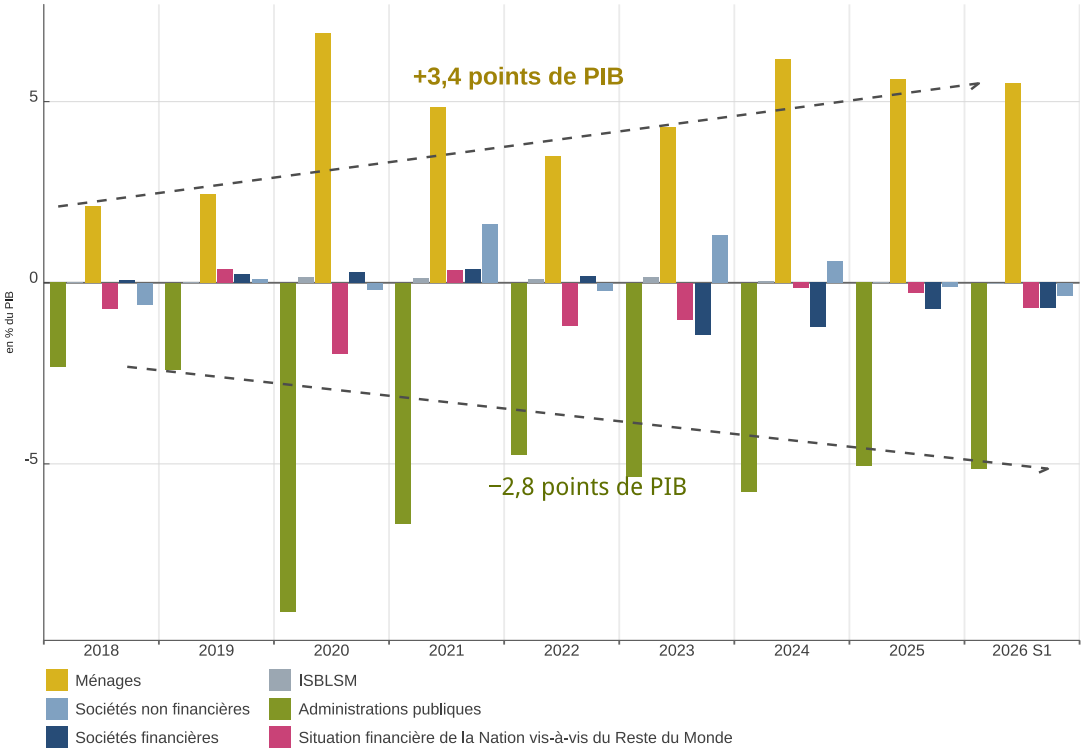
Tout d'abord, on constate effectivement une forte dégradation du déficit public depuis 2020. A 5,1 % du PIB en moyenne au 1er semestre 2026, il s'est accru de 2,8 points de PIB depuis 2018. Sur la période 2020-2026, il se situe en moyenne à 6 % du PIB, soit un niveau nettement supérieur au déficit stabilisant la dette, en points de PIB[3]. Ainsi

[3]Avec une croissance potentielle nominale à 3 % du PIB, le déficit qui stabilise la dette sur la période 2020-2026 se situe à 3,4 % du PIB.

la dette publique augmente d'environ 20 points de PIB entre 2019 et 2026 (voir partie finances publiques).

A l'opposé, les ménages dégagent des capacités de financement très élevées (5,5 points de PIB au 1er semestre 2026), en hausse de 3,4 points de PIB par rapport à celles de 2018 (graphique 6). Sur la période 2020-2026, les capacités de financement des ménages sont en moyenne 3 points de PIB au-dessus de leur niveau de 2018-2019, en raison d'une forte hausse du taux d'épargne (18,2 % en moyenne sur 2020-2026 contre 14,2 % en moyenne sur 2018-2019, voir partie Ménages). D'un point de vue des équilibres financiers, cette hausse de l'épargne a plus que contrebalancé, dans les comptes nationaux, la dégradation du solde public.

Graphique 6 : Capacités et besoins de financement des différents agents économiques depuis 2018

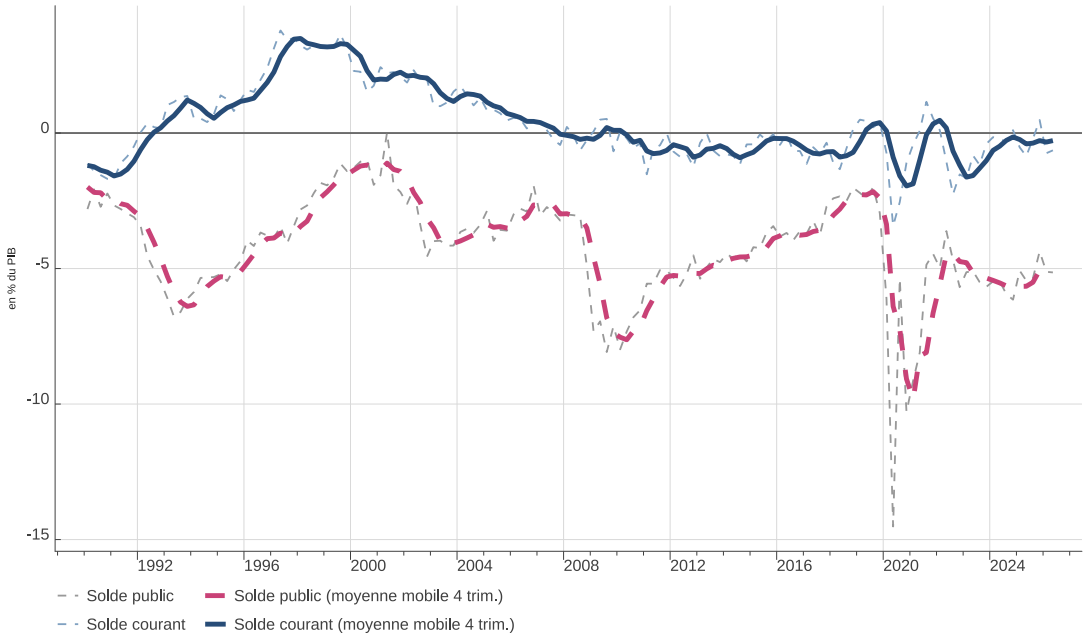


Sources : Insee, calculs IFE-OFCE.

Malgré les différentes crises qu'a connues la France depuis 2018 (Gilets jaunes, Covid, Energie, Dissolution, …), la situation financière de la Nation vis à vis du reste du monde ne s'est pas dégradée. Au 1er semestre 2026, et ce malgré la hausse des prix des carburants et le blocage du Détroit d'Ormuz, le besoin de financement de la Nation vis-à-vis du reste du monde est de 0,7 point de PIB, soit au même niveau qu'en 2018 (graphique 7). D'ailleurs, la position extérieure nette de la France en valeur mixte a peu évolué sur cette période, celle-ci étant en 2025 à un niveau comparable, en points de PIB, à celle de 2018 et elle s'est même légèrement améliorée depuis 2021. Ainsi,

les tensions sur la dette publique ne reflètent pas actuellement une forte augmentation des besoins de financement de la France avec un risque à court terme de défaut de paiement. Elles semblent plutôt refleter une dérive anticipée de la dette publique dans un contexte politique très incertain, ce qui pourrait nécessiter des besoins de financement accrus dans les années à venir pouvant créer des tensions sur les besoins de paiement extérieurs de la France.

Graphique 7 : Solde public et solde courant



Sources : Insee, calculs IFE-OFCE.